



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE,  
DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de l'action administrative  
et des moyens**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**Secrétariat général**

**Service  
de l'action  
administrative  
et des moyens**

**Direction  
de l'évaluation  
de la prospective  
et de la performance**

Centre  
de l'informatique  
statistique  
et de l'aide à la  
décision  
DEPP CISAD

et

Sous-direction des  
statistiques et des  
synthèses

Bureau des  
études statistiques sur la  
formation des adultes,  
l'apprentissage et  
l'insertion des jeunes  
(DEPP A1)

et

**Sous-direction  
des achats**

Bureau  
de la stratégie  
et de l'ingénierie  
des achats  
(SAAM B1)

61-65, rue Dutot  
75 732 Paris cedex 15

**Procédure n° MEN-SG-AOO-25016**

**Objet :** Prestations de tierce maintenance applicative de l'application « Système d'Information sur la Formation des Apprentis » (SIFA) pour le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1/OBJET DU MARCHE</b>	3
<b>ARTICLE 2/DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	3
<b>ARTICLE 3/ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE</b>	3
<b>3.1 – Allotissement</b>	3
<b>3.2 – Forme</b>	3
<b>3.3 – Procédure</b>	3
<b>ARTICLE 4/DUREE DU MARCHE</b>	3
<b>ARTICLE 5/BONS DE COMMANDE</b>	4
<b>ARTICLE 6/CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE</b>	5
<b>ARTICLE 7/CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</b>	6
<b>ARTICLE 8/OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION</b>	7
<b>ARTICLE 9/CLAUSE DE REEXAMEN</b>	7
<b>ARTICLE 10/PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	7
<b>ARTICLE 11/GARANTIE DE REVENDICATION</b>	8
<b>ARTICLE 12/OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	8
<b>ARTICLE 13/CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS</b>	9
<b>13.1. Conduite des prestations</b>	9
<b>13.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère</b>	9
<b>13.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire</b>	9
<b>13.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum</b>	10
<b>ARTICLE 14/CONFIDENTIALITE</b>	10
<b>ARTICLE 15/PENALITES ET REFACTIONS</b>	11
<b>15.1. Pénalités de retard</b>	11
<b>15.2. Réfaction pour mauvaise exécution</b>	11
<b>ARTICLE 16/PRIX DU MARCHE</b>	12
<b>16.1. Contenu des prix</b>	12
<b>16.2. Forme des prix</b>	12
<b>16.3. Révision des prix</b>	12
<b>ARTICLE 17/MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION</b>	13
<b>17.1. Facturation</b>	13
<b>17.2. Délais de paiement</b>	14
<b>17.3. Avance</b>	14
<b>17.4. Acomptes</b>	14
<b>17.5. Cession ou nantissement des créances</b>	14
<b>ARTICLE 18/DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE</b>	15
<b>ARTICLE 19/UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE</b>	16
<b>ARTICLE 20/RESILIATION</b>	16
<b>ARTICLE 21/SOUS-TRAITANCE</b>	16
<b>ARTICLE 22/DIFFERENDS ET LITIGES</b>	17
<b>ARTICLE 23/DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	17

## **PREAMBULE**

Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENSUR) est désigné sous l'appellation « le ministère » dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations du présent marché sont désignés sous l'appellation « le titulaire ».

## **ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet de réaliser des prestations de tierce maintenance corrective, évolutive et adaptative de l'application « Système d'Information sur la Formation des Apprentis » (SIFA) pour le compte du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche conformément aux documents contractuels le régissant.

## **ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'ordre établi dans l'article 4.1 du CCAG/TIC :

- l'acte d'engagement et son annexe 1 portant « bordereau des prix » ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Description fonctionnelle
  - Annexe 2 : Métriques de l'application
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- l'offre du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus. Les exemplaires originaux conservés par le ministère font seul foi.

## **ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE**

### **3.1 – Allotissement**

Le marché n'est pas alloti.

### **3.2 – Forme**

En application des articles R2162-2, R2162-4 2°, du code de la commande publique, le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, fractionné à bons de commande, fixant toutes les stipulations contractuelles, sans montant minimum et avec un montant maximum de 710 000 € HT.

### **3.3 – Procédure**

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE**

Le présent marché prend effet à sa date de notification et s'exécute pour une durée initiale de douze (12) mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard un (1) mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

## ARTICLE 5/ **BONS DE COMMANDE**

### **5.1. Modalités d'émission des bons de commande**

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

S'agissant de la mission 1, le ministère émet un unique bon de commande correspondant au montant de la mission 1.

S'agissant de la mission 2, le ministère émet un bon de commande annuel avec un paiement trimestriel à terme à échoir. Le ministère peut aussi émettre, le cas échéant, un bon de commande au prorata pour couvrir les prestations restant à exécuter à l'issue de la fin du marché.

S'agissant des missions 3, 4 et 5, le ministère émet des bons de commande, au fur et à mesure de ses besoins.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

À cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au ministère la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires des bons de commande.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

### **5.2. Exécution des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les délais maximums d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de validité du marché. Pour la mission 2, s'agissant du forfait, pour la dernière année d'exécution du marché, le montant du forfait sera calculé au prorata du nombre de mois effectifs de la période de maintenance considérée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de quatre (4) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

## ARTICLE 6/ **CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE**

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

**Le volume horaire minimal exigé est** de 300 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

### **6.1 Encadrement de l'élève**

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

### **6.2 Les étapes de mise en œuvre du stage**

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

### **6.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation**

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 7/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément à son offre et en application de l'article R234-1 2° du Code de l'énergie, le titulaire est tenu d'utiliser pour l'exécution des prestations des produits à haute performance énergétique, dont les équipements informatiques de l'équipe chargée d'assurer les prestations du présent marché (écrans moniteurs, ordinateurs portables, ordinateurs fixes, tablettes)

Ces équipements doivent se conformer aux exigences d'efficacité énergétique de la dernière version en date de la norme Energy Star ou équivalent.

Les produits disposant d'un label écologique de type I, satisfaisant aux exigences spécifiées sont réputés conformes.

Le titulaire communique au ministère, à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux équipements utilisés dans la réalisation des prestations (fiches techniques des équipements utilisés avec l'indice d'efficacité énergétique de chaque équipement).

## ARTICLE 8/ **OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION**

Les phases de réception, les livrables associés et les modalités de garantie sont décrits dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment aux articles 4, 5 et 8 du CCTP.

Les modalités de contrôle et de réception des prestations objet du présent marché sont définies aux articles 4 et 5 du CCTP.

## ARTICLE 9/ **CLAUDE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cas où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, ce GMOE peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, selon les dispositions prévues à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

## ARTICLE 10/ **PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le ministère est et demeure propriétaire de l'application concernée par le présent marché.

Les documents communiqués par le ministère au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'administration. Le ministère en conserve la propriété pleine et entière.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

#### ARTICLE 11/ **GARANTIE DE REVENDICATION**

Le titulaire garantit formellement le ministère contre toute réclamation et tout recours qui pourraient être élevés contre l'Etat à l'occasion de l'exercice des droits cédés au présent marché et relativement à l'exploitation des résultats des prestations conformément aux dispositions ci-après.

Le titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits au ministère.

De même, si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le contractant doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit de faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

Le ministère informe dans les meilleurs délais le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, progiciels utilisés, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre au ministère pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux du ministère.

#### ARTICLE 12/ **OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Pour l'ensemble des prestations objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment, d'une manière générale à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire s'engage à ne divulguer à un tiers aucune des informations fournies par le ministère ou recueillies par lui dans le cadre du marché sans une autorisation expresse et écrite de sa part, et à n'utiliser ces informations dans aucun autre cadre que celui du présent marché. De même, il s'engage à restituer ou à détruire, à la demande du service émetteur, tout document relatif au présent marché.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens



appartenant au ministère ou à des tiers.

Pour l'ensemble des obligations prévues au présent CCAP, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

## ARTICLE 13/ **CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS**

### **13.1. Conduite des prestations**

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne exécution.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

#### **13.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère**

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, le ministère désigne un chef de projet, dit « chef de projet du ministère », qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire. A cet effet, le ministère communique au titulaire le nom et la fonction du correspondant.

Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement, en cas de nécessité.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

#### **13.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire**

Le titulaire s'engage à désigner, au plus tard cinq (5) jours ouvrés après l'émission du bon de commande de la mission 1, un correspondant permanent chargé de suivre son exécution. Ce correspondant a pour mission de prendre les commandes et de veiller à leur bonne exécution dans le cadre du présent marché. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

Le ministère se réserve la possibilité sur justification motivée, de refuser la poursuite de l'intervention d'un consultant du titulaire. Celui-ci fournira alors au ministère, dans les délais les plus brefs, un consultant de compétence équivalente.

### *13.1.2.1. Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire*

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récuse dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

### *13.1.2.2. Récusation d'un intervenant par le ministère*

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 13.1 du présent document.

## **13.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum**

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre aux adresses suivantes [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr) et [moe-sifa@education.gouv.fr](mailto:moe-sifa@education.gouv.fr) :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

## **ARTICLE 14/ CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et à ses éventuels sous-traitants et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers,

informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au ministère.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation à ses torts prévue à l'article 50.1 j) du CCAG/TIC.

## ARTICLE 15/ **PENALITES ET REFACTIONS**

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, ou en l'absence de prestations payantes, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

### **15.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 400 € HT par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total commandé.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG/TIC, passé un délai de dix jours ouvrés de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

### **15.2. Réfaction pour mauvaise exécution**

Concernant la mission 4 décrite au CCTP, en phase de recette de la maintenance évolutive (article 4.4.4), à l'issue de la correction éventuelle du titulaire, si le ministère constate 5 anomalies bloquantes, une réfaction correspondant à une réduction de 10% sur le montant du bon de commande concerné est appliquée. Si le nombre d'anomalies

bloquantes constatées est égal ou supérieur à 6, le ministère se réserve le droit d'ajourner la prestation. Les pénalités prévues par l'article 15.1 précédent sont applicables dès la notification au titulaire de la décision d'ajournement.

## ARTICLE 16/ **PRIX DU MARCHE**

### **16.1. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **16.2. Forme des prix**

Les prix sont unitaires et forfaitaires conformément aux indications portées au bordereau de prix (annexe 1 à l'acte d'engagement).

S'agissant de la mission 1, le prix est ferme et définitif, s'agissant des missions 2, 3, 4 et 5, les prix sont révisibles dans les conditions prévues à l'article 16.3 du présent document.

Pour la mission 4, les redondances de tâches sont prises en compte avec l'application de taux de réutilisation.

A chaque bon de commande pour lequel le ministère estime qu'une réutilisation est possible, celui-ci propose au titulaire le taux de réutilisation qui lui paraît le plus adapté à la prestation demandée au regard des standards de réutilisation définis ci-dessous (3 taux) :

- les composants portent sur le même groupe de données, les règles de gestion sont globalement les mêmes, mais il y a des différences sur les données élémentaires manipulées (par exemple : ajout d'une zone sur un écran...) ou sur les manipulations effectuées (par exemple : modification d'une règle de calcul) : taux de 40% ;
- les composants sont pratiquement identiques mais sont perçus comme répondant à des besoins distincts (par exemple : sortie d'écran et sortie papier) : taux de 80% ;
- un composant presque identique à un autre peut être produit automatiquement sans aucun développement du fait des outils utilisés : taux de 95%.

Le coût de maintenance, comportant des tâches redondées, sera calculé comme suit :  $CIUO \times (1 - TR)$  avec CIUO = coût initial de l'unité d'œuvre et TR = taux de réutilisation.

A réception de la proposition du bon de commande du ministère, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour accepter la proposition ou faire une contre-proposition. Sans réponse expresse du titulaire à l'issue de ce délai, le bon de commande est considéré comme valide et les délais d'exécution commencent à courir.

### **16.3. Révision des prix**

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise de l'offre.

Les prix des missions 2, 3, 4 et 5 sont révisibles une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = PO [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)]$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix de base à la remise de l'offre.

Syntec révisé = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision

Syntec révisé 0 = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres).

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr)

Pendant le préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

## ARTICLE 17/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

### 17.1. Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

Pour la mission 1, le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, à la recette définitive de la prestation constatée par procès-verbal. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la mission 1.

Pour la mission 2, le titulaire émet une facture trimestrielle terme à échoir correspondant à 25% du montant annuel, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère.

Pour les missions 3, 4 et 5, pour chaque bon de commande, le titulaire émet une facture conformément à la prestation commandée, à la recette définitive de la prestation constatée par procès-verbal. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la commande réalisée.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du service émetteur ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- Les références du bon de commande ;
- Le récapitulatif des prestations ;
- Le montant de la facture, en HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

## **17.2. Délais de paiement**

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

## **17.3. Avance**

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, c'est-à-dire la date de notification du bon de commande.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## **17.4. Acomptes**

Conformément à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

## **17.5. Cession ou nantissement des créances**

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

### **18.1. Assurance**

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

### **18.2. Justificatifs sociaux**

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 20 du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

### **18.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché**

#### 18.3.1./Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN, dans les plus brefs délais.

#### 18.3.2./Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique ;

- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

## ARTICLE 19/ **UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE**

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les courriers et les communications échangés entre le ministère et le titulaire.

## ARTICLE 20/ **RESILIATION**

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En plus des cas prévus à l'article 50.2 du CCAG-TIC et par dérogation, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans le cas suivant :

- à compter de 10 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

Conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 8 du CCAG-TIC, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

## ARTICLE 21/ **SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : [saam-mission.achats3@education.gouv.fr](mailto:saam-mission.achats3@education.gouv.fr), une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.



L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

## **ARTICLE 22/ DIFFERENDS ET LITIGES**

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent.

## **ARTICLE 23/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 2 du CCAP relatif aux documents contractuels déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 5.2 du CCAP relatif à l'exécution des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC.

L'article 13.1.1 du CCAP relatif à la désignation de l'interlocuteur désigné par le ministère déroge à l'article 3.3 du CCAG-TIC.

L'article 13.1.2.1 du CCAP relatif au changement d'intervenant à l'initiative du titulaire déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC.

L'article 13.1.2.2 du CCAP relatif à la récusation d'un intervenant par le ministère déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC.

L'article 15 du CCAP relatif aux pénalités déroge aux articles 14 et 50.2 du CCAG-TIC.

L'article 18.1 du CCAP relatif à l'assurance déroge à l'article 9.2 du CCAG-TIC.

L'article 20 du CCAP relatif à la résiliation déroge à l'article 47 du CCAG-TIC.

L'article 5 du CCTP relatif à la recette déroge aux articles 30 à 34 et 47 à 54 du CCAG-TIC.